

<http://ecoleemancepee.org/spip.php?article2643>



# Denis Thomas : services publics, CAP 22 et budget 2019.

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Septembre 2018 -



Date de mise en ligne : samedi 22 septembre 2018

Date de parution : 30 octobre 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

Le calendrier début octobre fait coexister le lancement de la campagne fédérale pour les élections professionnelles avec le début du débat budgétaire et l'appel à la mobilisation et à la grève du 9 octobre.

Il y a un lien étroit pour notre fédération entre ces 3 marqueurs de la rentrée sociale.

Concernant la campagne pour les élections professionnelles, le projet fédéral que nous portons aborde la question des services publics et des personnels, de leur capacité à répondre à l'intérêt collectif et aux enjeux des transitions climatiques, énergétiques par la solidarité et par la redistribution. Il s'agit aussi d'oeuvrer à la nécessité d'améliorer les services publics, et de fait, notre campagne avance des choix politiques et budgétaires favorables à ce projet de société.

Le débat budgétaire devrait poser la question de la meilleure utilisation possible de l'argent public mutualisé pour répondre à l'intérêt collectif. Or, les grandes lignes du budget que nous connaissons confortent des choix de privatisations et de détournements de l'argent public.

J'en veux pour la poursuite des exonérations massives de cotisations pour les plus riches (ISF, flat-tax), pour les entreprises (avec le CICE pérennisé). Le désarmement budgétaire de l'État se poursuit avec les coupes dans les politiques publiques de redistributions (APL, retraites, allocations...), les suppressions de postes dans les services publics et la fonction publique...

C'est cette volonté de privatiser la prise en charge collective des risques (la santé, la retraite...), de marchandiser les réponses aux besoins fondamentaux des populations, de conduire une fusion acquisition du Service Public par le privé lucratif, qui est déclinée à longueur de rapport CAP 22, et également dans les lois et projets de lois, dans les annonces au fil de l'eau du Premier ministre et des ministres.

Au long des 24 propositions de CAP 22, on ne compte plus les références à l'État entreprise avec des chef.fe.s de services et d'établissements promu.e.s manager.eure.s, des services publics pilotés par l'évaluation et par le taux de satisfaction d'usager.e.s citoyen.ne.s devenu.e.s client.e.s et à qui, au bout du bout, on veut faire payer le service public sur le principe de l'utilisateur payeur (proposition finale n°24 de CAP 22). C'est dire la totale négation du principe même du SP : redistribution, solidarité, péréquation pour garantir l'égalité tarifaire et la continuité territoriale, etc..

On peut mesurer la détermination de ce gouvernement à aller au bout avec les annonces récentes dans l'éducation nationale. Que propose Blanquer quand il lie les suppressions de postes à l'augmentation des effectifs d'élèves et l'obligation d'effectuer 2 H supplémentaires pour les enseignant.e.s ? Il avance sur la mise en place de la proposition n° 8 de CAP 22, non retenue paraît-il, qui prévoit un nouveau corps d'enseignant.e.s du second degré qui aurait des ORS de 20 H et recruté par contrat. Il faut donner un coup d'arrêt à cette casse programmée du statut des enseignant.e.s et du service public d'éducation.

En ce qui concerne le 9 octobre, toutes les raisons de contribuer à peser contre l'avancée de l'état libéral sauce Macron existent au plan interprofessionnel avec les attaques à venir sur la protection, sociale, les retraites. Toutes les raisons de mobilisations existent aussi dans la fonction publique avec les choix budgétaires et les mises à mal des services publics et de la fonction publique. Le 9 octobre doit être une journée dans la construction du rapport de force, auxquelles contribuent les mobilisations sectorielles et celle des retraités.e.s. Le 9 doit articuler les préoccupations quotidiennes des personnels autour des salaires et des conditions de travail avec la mise en avant de notre projet de transformation sociale, projet que nous portons dans notre campagne et avec d'autres organisations syndicales.

L'entrée volontariste de la FSU dans le 9 octobre, par la grève, permettra justement de favoriser le lien entre les

enjeux interprofessionnels avec ceux de la fonction publique et de l'éducation et de dépasser les manoeuvres «  
boutiquières» de telle ou telle organisation par la construction d'une plateforme revendicative articulée sur un plan  
d'action.